

Un deuxième plan Schuman : pour une défense commune et une union politique de l'Europe

Un collectif de politiques et de personnalités civiles

Alors que l'Europe célèbre les 80 ans de sa libération ce 9 mai, un collectif de politiques et de personnalités comme Guy Verhofstadt, Cynthia Fleury ou Slavoj Žižek appelle à la mise en place d'une défense commune européenne en réponse au désengagement sécuritaire de Donald Trump.

A l'occasion du 80e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale et du 75e anniversaire de la déclaration du 9 mai, (<https://www.libération.fr/planete/2020/05/04/9-mai-1950-un-blitzkrieg-pour-lancer-la-construction-europeenne-1787219/>), le Comité d'action Monnet reconstitué pour les Etats-Unis d'Europe et des personnalités de toute l'Union appellent au lancement d'un deuxième plan Schuman (https://www.libération.fr/international/europe/robert-schuman-le-repere-de-leurope-20210724_2TWB4JLQBBCARF6GL473RCKNMA/), ouvrant ainsi la voie à une défense et une sécurité communes, et à une fédération européenne, comme l'envisageait déjà en 1941 le « Manifeste de Ventotene » (https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/03/09/dominique-meda-en-europe-la-peur-est-de-retour_6221006_3232.html), ».

Le poète allemand Friedrich Hölderlin (1770-1843) a écrit : «*Là où réside le danger, croît aussi la force salvatrice.*» Et de fait, un nouvel esprit citoyen européen émerge sur tout le continent. Nous l'avons constaté le 15 mars 2025, de Rome à Tbilissi, en passant par Budapest, Bucarest, Belgrade et dans de nombreuses autres villes d'Europe, et aujourd'hui encore à Bruxelles et dans d'autres capitales européennes.

Selon le dernier Eurobaromètre, le soutien à l'intégration européenne n'a jamais été aussi élevé depuis la création de l'Eurobaromètre en 1983. Le fait de défendre la paix, la démocratie et le multilatéralisme, contre l'impérialisme, l'autoritarisme et les guerres commerciales, est une réalité largement partagée, comme de soutenir la résistance ukrainienne et l'idéal européen.

Les citoyens comprennent aujourd'hui, comme au moment du Brexit, que l'UE est menacée par Poutine, par Trump et par leurs sbires européens. Les citoyens européens expriment un profond attachement au projet européen et à notre culture commune, mais ils réclament également des actions concrètes pour assurer notre sécurité et notre défense, et donc la paix pour notre époque, notre compétitivité, notre modèle social, ainsi qu'une unité politique et une capacité d'action renforcées.

Des efforts créateurs à la mesure des dangers qui menacent la paix»

Les institutions de l'UE, et, en particulier, ses gouvernements nationaux, doivent apporter une réponse à la hauteur des grands défis géopolitiques auxquels nous sommes confrontés ainsi qu'aux exigences des citoyens. En effet, la déclaration Schuman affirmait déjà il y a soixante-quinze ans que «*la paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent*». Cette phrase résonne fortement à notre époque. Le document proposait également une action immédiate sur «*un point limité mais décisif*» : placer «*l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une Haute Autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe*».

Nous pensons que la mise en place d'une défense commune européenne est aujourd'hui la question aussi évidente que décisive pour la construction européenne. Cette étape est désormais indispensable, compte tenu du désengagement sécuritaire transatlantique de Donald Trump. Le 12 mars 2025, le Parlement européen a appelé le Conseil européen à activer les différentes dispositions de l'article 42 du traité de Lisbonne à cet effet.

Une décision aussi importante ouvrira la voie à la création d'un Système européen de défense et de sécurité (SEDSS) autonome, doté de sa propre chaîne de commandement et chargé de la défense territoriale, agissant comme pilier européen de l'Otan ou en compatibilité avec celle-ci. Un tel SEDSS ne dépendra pas de la volonté et des caprices de l'actuel président américain et mettra en œuvre la clause d'assistance mutuelle prévue à l'article 42.7 du traité.

Des moyens adaptés pour lutter contre le changement climatique

Nous avons également besoin d'un budget européen plus important, financé par des euro-obligations et de nouvelles ressources propres collectées par l'Union, afin de répondre à nos besoins communs en matière de défense et de sécurité et de biens publics européens pour lutter également contre le changement climatique, entre autres défis majeurs. Un cadre financier européen renouvelé devrait inclure la création d'instruments d'investissement permettant aux citoyens européens d'affecter directement leur épargne à ces fins.

Nous devons rappeler aux Etats membres qu'un véritable cadre européen de défense et de sécurité ne saurait se résumer aux différentes propositions nationales de réarmement actuellement sur la table, qui pourraient également engendrer gaspillages et inefficacités en l'absence d'une coordination adéquate au niveau de notre Union. De plus, la sécurité est multidimensionnelle et doit inclure la lutte contre les menaces hybrides, la cybersécurité, l'espionnage et le sabotage, etc. Enfin, il ne saurait y avoir de véritable Union européenne de défense et de sécurité sans les dimensions politiques, stratégiques et opérationnelles requises (planification, commandement et contrôle, etc.).

Parallèlement, la démarche proposée peut engendrer de fortes retombées politiques sur l'intégration européenne, notamment l'ouverture du processus de réforme des traités conformément à la proposition du Parlement de novembre 2023. Il convient de souligner que toute stratégie européenne de sécurité commune viable nécessite également de surmonter au plus vite les vétos nationaux et l'approche intergouvernementale, garantissant ainsi un juste contrôle parlementaire et démocratique de cette architecture de sécurité. C'est pourquoi nous suggérons l'adoption d'un «Acte d'Union» sous la forme d'un paquet commun comprenant l'activation parallèle des articles 42.2 (sur la défense commune) et 48 (sur la réforme constitutionnelle) du traité de Lisbonne.

Nous proposons donc que les gouvernements allemand, espagnol, français et polonais, et d'autres Etats membres prêts à les rejoindre, le Parlement européen et la Commission européenne, appellent le Conseil européen à adopter l'Acte d'Union proposé. Ces gouvernements devront clairement indiquer qu'ils activeront la Coopération structurée permanente (CSP) prévue à l'article 46 du traité de l'UE, pour mettre en place le Système européen de défense et de sécurité autonome en l'absence d'accord unanime rapide entre les vingt-sept Etats membres. Cette Coopération institutionnelle restera ouverte à tous les Etats membres souhaitant y adhérer.

Alors que l'Europe traverse le moment géopolitique le plus dangereux depuis 1945, nous ne devons pas retomber en deçà de l'ambition exprimée le 9 mai 1950. L'Union européenne doit être à la hauteur des espoirs de ses citoyens et de la confiance remarquable qu'ils placent en elle.

Signataires : **Enrique Barón Crespo** Ancien président du Parlement européen **Alessia Centioni** Présidente de l'association des Femmes européennes (European Women Association) **Tremeur Denigot** Coprésident de Civico Europa **Michele Fiorillo** Philosophe, cofondateur de Citizens Take Over Europe **Cynthia Fleury** Philosophe et psychanalyste, vice-présidente d'EuropaNova **Monica Frassoni** Ancienne députée européenne **Sandro Gozi** Ancien président du groupe Spinelli, député européen **Danuta Hubner** Ancienne commissaire européenne **Guillaume Klossa** Ecrivain, président d'EuropaNova, cofondateur de Civico Europa **Philippe Laurette** Président de l'Association Jean-Monnet **Francesca Ratti** Ancienne secrétaire générale adjointe du Parlement européen, cofondatrice de Civico Europa **Domènec Ruiz Devesa** Président de l'Union des fédéralistes européens, ancien député européen **Christelle Savall** Présidente des Jeunes européens fédéralistes **Lieven Taillie** Président d'honneur de l'Association européenne des journalistes **Guy Verhofstadt** Ancien Premier ministre de Belgique et ancien député européen **Pietro Vimont** Cofondateur de Civico Europa **Slavoj Žižek** Philosophe.

Vous souhaitez publier une tribune dans Libération ? Pour connaître nos conseils et la marche à suivre, ainsi que l'adresse à laquelle nous envoyer vos propositions, rendez-vous dans la section «Proposer une tribune» en bas de cette page puis écrivez à ([https://mailto:idees@liberation.fr](mailto:idees@liberation.fr)) idees@liberation.fr (<mailto:idees@liberation.fr>).